

Tableau synthétique d'actualisation des statuts d'Avignon Université

(approuvé à l'unanimité en CA le 27 octobre 2023 après avis favorable de la Commission chargée des règlements et statuts le 23 octobre 2023, du CSA le 24 octobre 2023 et du CAC plénier le 26 octobre 2023)

Article	Texte actuel	Texte consolidé
TITRE II LA STRUCTURE D'AVIGNON UNIVERSITÉ		
CHAPITRE I^{ER} LES COMPOSANTES D'AVIGNON UNIVERSITÉ Articles 4 :	<p>Les composantes, régies par l'article L. 713-1, sont notamment :</p> <p>1° Des unités de formation et de recherche, des départements, laboratoires et centres de recherche, et d'autres types de composantes créés par délibération du conseil d'administration de l'université après avis du comité technique et du conseil académique ;</p> <p>2° Des écoles ou des instituts, créés par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur sur proposition ou après avis du conseil d'administration de l'université et du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.</p>	<p>Remplacer par :</p> <p>Les composantes de l'université sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • au sens de l'article L. 713-1-1° : <ul style="list-style-type: none"> - l'Institut « Agrosciences, environnement et santé » - l'Institut « Culture, patrimoine, sociétés numériques »; - le Centre d'Enseignement et de Recherche en Informatique ; • au sens de l'article L.713-1-2° : <ul style="list-style-type: none"> - l'Institut universitaire de technologie d'Avignon. <p>Le conseil des directeurs de composantes est présidé par le président de l'université, qui le réunit pour la préparation et la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration et du conseil académique et en tant que de besoin.</p> <p>Dans le cadre du dialogue de gestion, un contrat d'objectifs, de moyens et de performance entre</p>

		l'université et ses composantes est conclu chaque année.
Article 6 :	<p>Les composantes de l'université sont :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les unités de formation et de recherche : <ul style="list-style-type: none"> - Arts, lettres et langues ; - Sciences humaines et sociales ; - Sciences, technologies, santé ; - Droit, économie et gestion. 2. L'institut universitaire de technologie d'Avignon. <p>Ces composantes peuvent être modifiées, créées ou supprimées par délibération statutaire du conseil d'administration de l'université, après avis du comité technique et du conseil académique.</p> <p>Le conseil des directeurs de composantes est présidé par le président de l'université, qui le réunit pour la préparation et la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration et du conseil académique et en tant que de besoin.</p> <p>Dans le cadre du dialogue de gestion, un contrat d'objectifs et de moyens entre l'université et ses composantes est conclu chaque année.</p>	Supprimer
CHAPITRE II LES SERVICES D'AVIGNON UNIVERSITÉ SECTIONS de I à III	SECTION I LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES Article 7 : Les services de l'université sont dirigés par un directeur général des services nommé par le ministre chargé de l'enseignement supérieur, sur proposition du président de l'université, conformément à la réglementation en vigueur. Le directeur général des services assure, sous l'autorité du président, la direction, l'organisation et	Remplacer par : SECTION I LES SERVICES COMMUNS D'AVIGNON UNIVERSITÉ Article 6 : Les services communs au sens de l'article L. 714-1, peuvent être créés par l'université. Leurs statuts sont adoptés par le conseil d'administration. Les services communs de l'université sont :

	<p>le fonctionnement des services administratifs, financiers et techniques de l'établissement. Il contribue à l'élaboration des politiques d'établissement dont il assure la mise en œuvre opérationnelle. Il conçoit, met en place et assure le suivi des indicateurs de performance de l'établissement dans les domaines de la gestion administrative, financière et patrimoniale, celles des ressources humaines et des systèmes d'information. Il participe, avec voix consultative, au conseil d'administration, au conseil académique, à la commission de la recherche, à la commission de la formation et de la vie universitaire et à toutes les autres instances administratives de l'université.</p> <p>SECTION II LES SERVICES CENTRAUX D'AVIGNON UNIVERSITÉ</p> <p>Article 8 : <i>(modifié par délibération du conseil d'administration du 9 mars 2023)</i> Les services centraux de l'université sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La direction des affaires générales et de l'aide au pilotage ; - La direction des ressources humaines ; - La direction des finances, des achats et du contrôle interne ; - L'agence comptable ; - La direction opérationnelle des systèmes d'information ; - La direction des études et de la scolarité ; - La direction d'appui à la recherche et à l'innovation, abritant le collège des études doctorales et les écoles doctorales ; 	<ul style="list-style-type: none"> - La bibliothèque universitaire ; - Le service de la formation tout au long de la vie. Le directeur du service participera aux mêmes instances que les directeurs de composante et selon les mêmes modalités ; - Le service universitaire des activités physiques et sportives ; - Le bureau d'aide à l'insertion professionnelle des étudiants régi par l'article L. 611-5, adossé au service d'accompagnement à la formation, l'insertion, la réussite et l'entrepreneuriat. ; - Le bureau des langues et des étudiants internationaux régi par l'article D.714-7, adossé à la direction des relations internationales. <p>Les directeurs des services communs, à l'exception des services communs de la bibliothèque universitaire, sont nommés par le président après avis du conseil d'administration, dans le respect des statuts de ces services. Leur mandat, renouvelable, est de quatre ans.</p> <p>SECTION II LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES</p> <p>Article 7 : Sous l'autorité du président, le directeur général des services assure la direction, l'organisation et le fonctionnement des services administratifs, financiers et techniques de l'université. Il contribue à l'élaboration des politiques d'établissement dont il assure la mise en œuvre opérationnelle. Il conçoit, met en place et assure le suivi des indicateurs de</p>
--	---	---

	<ul style="list-style-type: none"> - La direction du patrimoine immobilier ; - La direction du cadre de vie et de la sécurité ; - La maison de la culture et de la vie de campus ; - La maison de la communication. <p>SECTION III LES SERVICES COMMUNS D'AVIGNON UNIVERSITÉ</p> <p>Article 9 : Les services communs au sens de l'article L. 714-1, peuvent être créés par l'université. Leurs statuts sont adoptés par le conseil d'administration.</p> <p>Les services communs de l'université sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La bibliothèque universitaire ; - Le service de la formation tout au long de la vie. Ce service est placé au même niveau que les composantes. À ce titre, le directeur du service participera aux mêmes instances que les directeurs de composante et selon les mêmes modalités ; - Le service universitaire des activités physiques et sportives ; - La maison de l'orientation et de l'insertion, comprenant le bureau d'aide à l'insertion professionnelle des étudiants régi par l'article L. 611-5 ; - La maison de l'international, comprenant le service des relations internationales et le service des langues. <p>Les directeurs des services communs, à l'exception du service commun de la bibliothèque universitaire, sont nommés par le président après avis du conseil</p>	<p>performance de l'établissement dans les domaines de la gestion administrative, financière et patrimoniale, celles des ressources humaines et des systèmes d'information. Il participe, avec voix consultative, au conseil d'administration, au conseil académique, à la commission de la recherche, à la commission de la formation et de la vie universitaire et à toutes les autres instances administratives de l'université.</p> <p>Le directeur général des services est nommé par le ministre chargé de l'enseignement supérieur, sur proposition du président de l'université, conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>SECTION III LES SERVICES CENTRAUX D'AVIGNON UNIVERSITÉ</p> <p>Article 8 : Les services centraux de l'université dirigés par le directeur général des services assurent les tâches de fonctionnement général de l'établissement.</p> <p>La création d'un service central est soumise à l'approbation du conseil d'administration après avis du comité social d'administration.</p>
--	---	--

	d'administration, dans le respect des statuts de ces services. Leur mandat, renouvelable, est de quatre ans.	
CHAPITRE III L'AGENT COMPTABLE Article 10		CHAPITRE III L'AGENT COMPTABLE Article 9
CHAPITRE IV LA FONDATION UNIVERSITAIRE Article 11		CHAPITRE IV LA FONDATION UNIVERSITAIRE Article 10
CHAPITRE V LES ÉTABLISSEMENTS ASSOCIÉS À AVIGNON UNIVERSITÉ Article 12 :	Dans le cadre de la coordination territoriale prévue à l'article L. 718-2, l'université peut s'associer à un ou plusieurs établissements publics ou privés concourant aux missions du service public de l'enseignement supérieur ou de la recherche, relevant du seul ministère chargé de l'enseignement supérieur ou d'autres autorités de tutelle, avec lesquels elle partage un projet. Afin de constituer ce regroupement, l'université conclut une ou plusieurs conventions d'association avec ces établissements, dans le respect de l'article L. 718-16.	Supprimer
TITRE III LA GOUVERNANCE D'AVIGNON UNIVERSITÉ		
Article 13		Article 11
CHAPITRE I^{ER}		Article 12

<p>LA PRÉSIDENCE DE L'UNIVERSITÉ ET LA DÉMOCRATIE UNIVERSITAIRE SECTION I LE PRÉSIDENT D'AVIGNON UNIVERSITÉ Article 14</p>		
<p>Article 15</p>	<p>Article 15 : Le président assure la direction de l'université. Il exerce l'ensemble des compétences attribuées par l'article L. 712-2 du code de l'Éducation et les textes en vigueur. Il préside :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le conseil d'administration ; - le conseil académique, les commissions de la recherche, et de la formation et de la vie universitaire ; - le congrès ; - le conseil des directeurs de composante. <p>Il affecte dans les différents services de l'université les personnels ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers et de service. Aucune affectation d'un agent relevant de ces catégories de personnels ne peut être prononcée si le président émet un avis défavorable motivé, après consultation de la commission paritaire d'établissement compétente ; ces dispositions ne sont pas applicables à la première affectation de ces personnels recrutés par concours lorsque leurs statuts particuliers prévoient une période de stage.</p>	<p>Remplacer par : Article 13 : Le président assure la direction de l'université. Il exerce l'ensemble des compétences attribuées par l'article L. 712-2 du code de l'Éducation et les textes en vigueur. Il préside :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le conseil d'administration ; - le conseil académique, les commissions de la recherche, et de la formation et de la vie universitaire ; - le congrès ; - le conseil des directeurs de composante. <p>Le Président a voix prépondérante en cas de partage égal des voix au conseil d'administration et au conseil académique.</p> <p>Il affecte dans les différents services de l'université les personnels ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers et de service. Aucune affectation d'un agent relevant de ces catégories de personnels ne peut être prononcée si le président émet un avis défavorable motivé, après consultation de la commission paritaire d'établissement compétente ; ces dispositions ne sont</p>

	<p>Le Président a voix prépondérante en cas de partage égal des voix au conseil d'administration et au conseil académique.</p> <p>Il nomme et révoque les vice-présidents et les autres membres de l'équipe présidentielle.</p> <p>Sur proposition du conseil d'UFR, il nomme et révoque le directeur de l'UFR.</p>	<p>pas applicables à la première affectation de ces personnels recrutés par concours lorsque leurs statuts particuliers prévoient une période de stage.</p>
Article 16	<p>Article 16 :</p> <p>Le président peut déléguer sa signature dans les conditions de l'article L. 712-2 aux vice-présidents du conseil d'administration, aux membres élus du bureau âgés de plus de dix-huit ans, au directeur général des services et, pour les affaires intéressant les composantes, services communs et services centraux, énumérés aux Sections II et III du Chapitre II du Titre II des présents statuts, à leurs responsables respectifs.</p>	<p>Remplacer par :</p> <p>Article 14 :</p> <p>Le président peut déléguer sa signature à des agents placés sous son autorité.</p> <p>Il peut déléguer une partie de ses pouvoirs aux agents placés sous son autorité désignés pour exercer des fonctions de responsabilité administrative, scientifique ou pédagogique au sein de l'établissement, d'une composante ou d'une unité de recherche. Les agents bénéficiaires d'une délégation de pouvoir peuvent déléguer leur signature à des agents placés sous leur autorité.</p>
Articles 17, 18, 19, 20		Articles 15, 16, 17, 18
Article 21	<p>Article 21 :</p> <p>I. - Le président désigne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les vice-présidents du conseil d'administration. En cas d'absence ou d'empêchement du président, ils peuvent présider le conseil d'administration, le conseil académique, la commission de la recherche, la commission de la formation et de la vie universitaire ainsi que d'autres instances de l'université. Les formations restreintes doivent être présidées dans le respect des articles 26 et 27 des présents statuts ; 	<p>Remplacer par :</p> <p>Article 19 :</p> <p>I. - Le président désigne les vice-présidents du conseil d'administration. En cas d'absence ou d'empêchement du président, ils peuvent présider le conseil d'administration, le conseil académique, la commission de la recherche, la commission de la formation et de la vie universitaire ainsi que d'autres instances de l'université. Les formations restreintes aux enseignants-chercheurs du CA et du CAC peuvent être présidées par le président de l'université dans le respect des articles 24 et 25 des présents statuts ;</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Le vice-président étudiant, dans les conditions de l'article 27-I, alinéa 4, des présents statuts. <p>II. - Le président peut également désigner :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le vice-président en charge des relations internationales ; - Le vice-président en charge de la culture et de la communication ; - Le vice-président à l'égalité ; - Le vice-président ou conseiller juridique ; - Le vice-président ou conseiller à l'insertion professionnelle ; - Le vice-président ou conseiller aux systèmes d'information ; - Le vice-président ou chargé de mission valorisation ; - Le vice-président ou chargé de mission handicap. <p>III. - Le président peut également désigner d'autres vice-présidents délégués, des conseillers ou des chargés de mission.</p> <p>Les vice-présidents portent la parole du président de l'université dans le cadre de leur lettre de mission. Chacun des membres de l'équipe présidentielle remet au président un rapport annuel d'activité.</p> <p>IV. - Le mandat de chacun des membres de l'équipe présidentielle prend fin à tout moment à l'initiative du président et, au plus tard, à la fin du mandat du président.</p>	<p>II. - Le président peut désigner d'autres vice-présidents délégués, des conseillers ou des chargés de mission chargés de l'assister dans la mise en œuvre de la politique de l'établissement.</p> <p>III. - Les vice-présidents mentionnés au I. et au II. du présent article portent la parole du président de l'université dans le cadre de leur mission. Chacun des membres de l'équipe présidentielle remet au président un rapport annuel d'activité.</p> <p>IV. - Le mandat de chacun des membres de l'équipe présidentielle prend fin à tout moment à l'initiative du président et, au plus tard, à la fin du mandat du président.</p>
--	--	--

Article 22		Article 20
Article 23	<p>Article 23 :</p> <p>I. Le conseil d'administration comprend vingt-huit membres ainsi répartis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Douze représentants des enseignants-chercheurs et des personnels assimilés, des enseignants et des chercheurs, en exercice dans l'établissement, dont six professeurs des universités et personnels assimilés (collège A) et six au titre des autres enseignants, chercheurs et enseignants-chercheurs en poste dans l'établissement (collège B) ; - Quatre représentants des personnels ingénieurs, administratifs, techniques et des bibliothèques, en exercice dans l'établissement (collège C) ; - Quatre représentants des étudiants et des personnes bénéficiant de la formation tout au long de la vie inscrits dans l'établissement (collège D) ; - Huit personnalités extérieures à l'établissement, dont : <ol style="list-style-type: none"> 1. Trois représentants des collectivités territoriales, dont un représentant de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, un représentant du département de Vaucluse et un représentant de la commune d'Avignon, désignés par leurs collectivités respectives ; 2. Un représentant de l'INRA. <p>Les collectivités territoriales et l'INRA désignent nommément la personne qui les représente ainsi que son remplaçant en cas d'empêchement. Les remplaçants doivent être de même sexe que les</p>	<p>Remplacer par :</p> <p>Article 21 :</p> <p>I. Le conseil d'administration comprend vingt-huit membres ainsi répartis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Douze représentants des enseignants-chercheurs et des personnels assimilés, des enseignants et des chercheurs, en exercice dans l'établissement, dont six professeurs des universités et personnels assimilés (collège A) et six au titre des autres enseignants, chercheurs et enseignants-chercheurs en poste dans l'établissement (collège B) ; - Quatre représentants des personnels ingénieurs, administratifs, techniques et des bibliothèques, en exercice dans l'établissement (collège C) ; - Quatre représentants des étudiants et des personnes bénéficiant de la formation tout au long de la vie inscrits dans l'établissement (collège D) ; - Huit personnalités extérieures à l'établissement, dont : <ol style="list-style-type: none"> 1. Trois représentants des collectivités territoriales, dont un représentant de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, un représentant du département de Vaucluse et un représentant de la commune d'Avignon, désignés par leurs collectivités respectives ; 2. Un représentant de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE).

	<p>personnes qu'ils remplacent. Les représentants du 1° et du 2° sont membres de leurs organes délibérants.</p> <p>3. Quatre personnalités désignées, après un appel public à candidatures, par les membres élus du conseil et les personnalités désignées aux 1° et 2°, dont :</p> <p>3.1. Une personne assumant des fonctions de direction générale au sein d'une entreprise ;</p> <p>3.2. Un représentant des organisations représentatives des salariés ;</p> <p>3.3. Un représentant d'une entreprise employant moins de cinq cents salariés ;</p> <p>3.4. Un représentant d'un établissement d'enseignement secondaire.</p> <p>II. Les personnalités extérieures à l'établissement, de nationalité française ou étrangère, membres du conseil d'administration comprennent autant de femmes que d'hommes.</p> <p>Les personnalités extérieures indiquées au 1° et 2° sont désignées par les organismes dont ils relèvent avant la première réunion du conseil d'administration suivant les élections.</p> <p>Les personnalités extérieures indiquées au 3° du I sont désignées après un appel public à candidatures par les membres nouvellement élus du conseil et les personnalités désignées aux 1° et 2° du I. Le directeur général des services est chargé d'organiser cet appel public à candidatures aux fonctions de conseiller d'administration.</p> <p>L'appel public à candidatures indique les modalités du dépôt des candidatures pour chaque catégorie de personnalités extérieures relevant du 3° du I. Il est publié au moins un mois avant la date des élections au conseil d'administration sur le site internet de l'université. Un délai d'au moins trois semaines à</p>	<p>Les collectivités territoriales et l'INRAE désignent nommément la personne qui les représente ainsi que son remplaçant en cas d'empêchement. Les remplaçants doivent être de même sexe que les personnes qu'ils remplacent. Les représentants du 1° et du 2° sont membres de leurs organes délibérants.</p> <p>3. Quatre personnalités désignées, après un appel public à candidatures, par les membres élus du conseil et les personnalités désignées par les collectivités et l'organisme, dont :</p> <p>3.1. Une personne assumant des fonctions de direction générale au sein d'une entreprise ;</p> <p>3.2. Un représentant des organisations représentatives des salariés ;</p> <p>3.3. Un représentant d'une entreprise employant moins de cinq cents salariés ;</p> <p>3.4. Un représentant d'un établissement d'enseignement secondaire.</p> <p>II. Les personnalités extérieures à l'établissement, de nationalité française ou étrangère, membres du conseil d'administration comprennent autant de femmes que d'hommes.</p> <p>Les personnalités extérieures indiquées au 1° et 2° sont désignées par les organismes dont ils relèvent avant la première réunion du conseil d'administration suivant les élections.</p> <p>Les personnalités extérieures indiquées au 3° du I sont désignées après un appel public à candidatures par les membres nouvellement élus du conseil et les personnalités désignées aux 1° et 2° du I. Le directeur général des services est chargé d'organiser cet appel public à candidatures aux fonctions de conseiller d'administration.</p>
--	--	--

	<p>compter du début de la publicité est imparti aux candidats pour déposer leur dossier.</p> <p>Au moins une des personnalités extérieures désignées au 3° a la qualité d'ancien diplômé de l'université.</p> <p>Le choix final des personnalités mentionnées au 3° du I tient compte de la répartition par sexe des personnalités désignées aux 1° et 2° du I afin de garantir la parité entre les femmes et les hommes parmi les personnalités extérieures membres du conseil d'administration.</p>	<p>L'appel public à candidatures indique les modalités du dépôt des candidatures pour chaque catégorie de personnalités extérieures relevant du 3° du I. Il est publié au moins un mois avant la date des élections au conseil d'administration sur le site internet de l'université. Un délai d'au moins trois semaines à compter du début de la publicité est imparti aux candidats pour déposer leur dossier.</p> <p>Au moins une des personnalités extérieures désignées au 3° a la qualité d'ancien diplômé de l'université.</p> <p>Le choix final des personnalités mentionnées au 3° du I tient compte de la répartition par sexe des personnalités désignées aux 1° et 2° du I afin de garantir la parité entre les femmes et les hommes parmi les personnalités extérieures membres du conseil d'administration.</p> <p>La réunion dédiée à l'élection des personnalités extérieures indiquées au 3° du I est convoquée et présidée par le plus âgé des représentants élus des professeurs des universités et personnels assimilés, lui-même non candidat à la présidence de l'université.</p> <p>Le doyen d'âge convoque l'ensemble des membres élus et désignés au titre des personnalités extérieures du 1° et 2°. Cette convocation doit être adressée sept jours au moins avant le jour de la réunion et porte l'élection des personnalités mentionnées au 3° du I. comme point exclusif de l'ordre du jour.</p>
Article 24	<p>Article 24 :</p> <p>Le conseil d'administration détermine la politique de l'établissement.</p> <p>À ce titre :</p>	<p>Remplacer par :</p> <p>Article 22 :</p> <p>Le conseil d'administration détermine la politique de l'établissement.</p> <p>À ce titre :</p>

	<p>1°) Il approuve le contrat d'établissement de l'université ou la partie spécifique à l'établissement du contrat de site ;</p> <p>2°) Il vote le budget dans les conditions de l'article R. 719-68 et approuve les comptes ;</p> <p>3°) Il approuve les accords et les conventions signés par le président de l'établissement et, sous réserve des conditions particulières fixées par décret, les emprunts, les prises de participation, les créations de filiales et de fondations prévues à l'article L. 719-12, l'acceptation de dons et legs et les acquisitions et cessions immobilières ;</p> <p>4°) Il adopte le règlement intérieur de l'université ;</p> <p>5°) Il fixe, sur proposition du président et dans le respect des priorités nationales, la répartition des emplois qui lui sont alloués par les ministres compétents ;</p> <p>6°) Il autorise le président à engager toute action en justice ;</p> <p>7°) Il approuve le rapport annuel d'activité, qui comprend un bilan et un projet, présenté par le président ;</p> <p>7° <i>bis</i>) Il approuve le bilan social présenté chaque année par le président, après avis du comité technique mentionné à l'article L. 951-1-1. Ce bilan présente l'évolution de l'équilibre entre les emplois titulaires et contractuels et les actions entreprises en faveur de la résorption de la précarité au sein des personnels de l'établissement. Les données et résultats de ce bilan sont examinés au regard des objectifs de gestion prévisionnelle des ressources humaines précisés par le contrat mentionné à l'article L. 711-1 ;</p> <p>8°) Il délibère sur toutes les questions que lui soumet le président, au vu notamment des avis et vœux émis</p>	<p>1°) Il approuve le contrat d'établissement de l'université ou la partie spécifique à l'établissement du contrat de site ;</p> <p>2°) Il vote le budget dans les conditions de l'article R. 719-68 et approuve les comptes ;</p> <p>3°) Il approuve les accords et les conventions signés par le président de l'établissement et, sous réserve des conditions particulières fixées par décret, les emprunts, les prises de participation, les créations de filiales et de fondations prévues à l'article L. 719-12, l'acceptation de dons et legs et les acquisitions et cessions immobilières ;</p> <p>4°) Il adopte le règlement intérieur de l'université ;</p> <p>5°) Il fixe, sur proposition du président et dans le respect des priorités nationales, la répartition des emplois qui lui sont alloués par les ministres compétents ;</p> <p>6°) Il autorise le président à engager toute action en justice ;</p> <p>7°) Il approuve le rapport annuel d'activité, qui comprend un bilan et un projet, présenté par le président ;</p> <p>7° <i>bis</i>) Il approuve le bilan social présenté chaque année par le président, après avis du comité technique mentionné à l'article L. 951-1-1. Ce bilan présente l'évolution de l'équilibre entre les emplois titulaires et contractuels et les actions entreprises en faveur de la résorption de la précarité au sein des personnels de l'établissement. Les données et résultats de ce bilan sont examinés au regard des objectifs de gestion prévisionnelle des ressources humaines précisés par le contrat mentionné à l'article L. 711-1 ;</p>
--	---	--

	<p>par le conseil académique, et approuve les décisions de ce dernier en application du V de l'article L. 712-6-1 ;</p> <p>9°) Il adopte le schéma directeur pluriannuel en matière de politique du handicap proposé par le conseil académique. Chaque année, le président présente au conseil d'administration un rapport d'exécution de ce schéma, assorti d'indicateurs de résultats et de suivi.</p> <p>Il peut déléguer certaines de ses attributions au président à l'exception de celles mentionnées aux 1°, 2°, 4°, 7°, 7° <i>bis</i>, 8° et 9°. Celui-ci rend compte, dans les meilleurs délais, au conseil d'administration des décisions prises en vertu de cette délégation.</p> <p>Toutefois, le conseil d'administration peut, dans des conditions qu'il détermine, déléguer au président le pouvoir d'adopter les budgets rectificatifs.</p> <p>En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.</p>	<p>8°) Il délibère sur toutes les questions que lui soumet le président, au vu notamment des avis et vœux émis par le conseil académique, et approuve les décisions de ce dernier en application du V de l'article L. 712-6-1 ;</p> <p>9°) Il adopte le schéma directeur pluriannuel en matière de politique du handicap proposé par le conseil académique et le plan d'action pluriannuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes mentionné à l'article 6 septies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires. Chaque année, le président présente au conseil d'administration un rapport d'exécution de ce schéma, assorti d'indicateurs de résultats et de suivi.</p> <p>10°) Il approuve, avant leur transmission aux ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi qu'au Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur, les rapports du président sur l'exécution du plan d'action pluriannuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et sur l'évolution de la situation professionnelle des personnes auxquelles l'université a délivré le diplôme national de doctorat dans les cinq années précédentes.</p> <p>Il peut déléguer certaines de ses attributions au président à l'exception de celles mentionnées aux 1°, 2°, 4°, 7°, 7° <i>bis</i>, 8° et 9°. Celui-ci rend compte, dans les meilleurs délais, au conseil d'administration des décisions prises en vertu de cette délégation.</p> <p>Toutefois, le conseil d'administration peut, dans des conditions qu'il détermine, déléguer au président le pouvoir d'adopter les budgets rectificatifs.</p>
--	--	--

		En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.
Article 25		Article 23
Article 26	<p>Article 26 : Sous réserve des dispositions statutaires relatives à la première affectation des personnels recrutés par concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur, aucune affectation d'un candidat à un emploi d'enseignant-chercheur ne peut être prononcée si le conseil d'administration, en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés, émet un avis défavorable motivé. Lorsqu'il exerce cette compétence, nul ne peut assister ni participer aux délibérations du conseil d'administration siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés s'il n'est à la fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - membre élu du conseil d'administration ; - titulaire d'un rang au moins égal à celui des enseignants-chercheurs sur l'affectation desquels le conseil d'administration en formation restreinte est appelé à délibérer. 	<p>Remplacer par : Article 24 : Sous réserve des dispositions statutaires relatives à la première affectation des personnels recrutés par concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur, aucune affectation d'un candidat à un emploi d'enseignant-chercheur ne peut être prononcée si le conseil d'administration, en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés, émet un avis défavorable motivé. Lorsqu'il exerce cette compétence, nul ne peut assister ni participer aux délibérations du conseil d'administration siégeant en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés s'il n'est à la fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - membre du conseil d'administration ; - titulaire d'un rang au moins égal à celui des enseignants-chercheurs sur l'affectation desquels le conseil d'administration en formation restreinte est appelé à délibérer.
Articles 27, 28		Articles 25, 26
Article 29	<p>Article 29 : La commission de la recherche du conseil académique répartit l'enveloppe des moyens destinée à la recherche telle qu'allouée par le conseil d'administration et sous réserve du cadre stratégique de sa répartition, tel que défini par le conseil d'administration. Elle fixe les règles de fonctionnement</p>	<p>Remplacer par : Article 27 : La commission de la recherche du conseil académique répartit l'enveloppe des moyens destinée à la recherche telle qu'allouée par le conseil d'administration et sous réserve du cadre stratégique de sa répartition, tel que défini par le conseil</p>

	des laboratoires et elle est consultée sur les conventions avec les organismes de recherche. Elle adopte les mesures de nature à permettre aux étudiants de développer les activités de diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle.	d'administration. Elle est consultée sur les règles de fonctionnement des laboratoires et les conventions conclues avec les organismes de recherche. Elle adopte les mesures de nature à permettre aux étudiants de développer les activités de diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle.
Articles 30, 31, 32,		Articles 28, 29, 30
Article 33	<p>Article 33 :</p> <p>La durée des mandats des membres élus est de quatre ans, sauf pour les représentants étudiants, dont le mandat est de deux ans.</p> <p>Le mandat des personnalités extérieures prend fin lors de l'élection des nouveaux conseils.</p> <p>Le mandat des membres élus du conseil d'administration court à compter de la première réunion convoquée pour l'élection du président. La commission de la recherche et la commission de la formation et de la vie universitaire sont renouvelées en même temps que le conseil d'administration.</p> <p>La démission concomitante des deux tiers des membres titulaires du conseil d'administration ou l'annulation des élections dans un ou plusieurs collèges de représentants des personnels et des étudiants correspondant aux deux tiers des membres élus titulaires du conseil d'administration emportent la dissolution du conseil d'administration et du conseil académique et la fin du mandat du président de l'université.</p>	<p>Remplacer par :</p> <p>Article 31 :</p> <p>La durée des mandats des membres élus est de quatre ans, sauf pour les représentants étudiants, dont le mandat est de deux ans.</p> <p>Le mandat des personnalités extérieures prend fin lors de l'élection des nouveaux conseils.</p> <p>Pour tous les membres des conseils (élus et personnalités extérieures), en cas de vacance d'un siège, un nouveau membre est désigné pour la durée du mandat restant à courir selon les modalités prévues par le code de l'éducation, sauf si la vacance intervient moins de six mois avant le terme du mandat.</p> <p>Le mandat des membres élus du conseil d'administration court à compter de la première réunion convoquée pour l'élection du président. La commission de la recherche et la commission de la formation et de la vie universitaire sont renouvelées en même temps que le conseil d'administration.</p> <p>La démission concomitante des deux tiers des membres titulaires du conseil d'administration ou l'annulation des élections dans un ou plusieurs collèges de représentants des personnels et des étudiants correspondant aux deux tiers des membres élus titulaires du conseil d'administration emportent</p>

		la dissolution du conseil d'administration et du conseil académique et la fin du mandat du président de l'université.
Articles 34 à 41		Articles 32 à 39
TITRE IV LES AUTRES INSTANCES D'AVIGNON UNIVERSITÉ		
CHAPITRE I^{ER} LA COMMISSION CHARGÉE DES RÈGLEMENTS ET STATUTS Articles 42, 43	Article 42 : La commission du conseil d'administration chargée des règlements et statuts est présidée par le président de l'université ou par un membre de la commission désigné par lui. Elle comprend des membres élus par le conseil d'administration en son sein : <ul style="list-style-type: none"> - Un représentant élu des professeurs des universités et assimilés (collège A du conseil d'administration) ; - Un représentant élu des autres enseignants, chercheurs et enseignants-chercheurs (collège B du conseil d'administration) ; - Un représentant élu des personnels BIATSS (collège C du conseil d'administration) ; - Un représentant élu des étudiants de la formation initiale ou continue (collège D du conseil d'administration). Des représentants de l'administration peuvent y être invités par le président. Le président de la commission dispose d'une voix prépondérante en cas de partage égal des voix. Article 43 :	Supprimer

	La commission du conseil d'administration chargée des règlements et statuts a vocation à être consultée pour avis lors de modifications apportées aux statuts et règlements de l'université.	
CHAPITRE II LA COMMISSION DES FINANCES Articles 44, 45	Article 44 : La commission des finances est présidée par le président de l'université ou par un membre de la commission désigné par lui. Elle comprend des membres élus par le conseil d'administration en son sein : <ul style="list-style-type: none"> - Un représentant élu des professeurs des universités et assimilés (collège A du conseil d'administration) ; - Un représentant élu des autres enseignants, chercheurs et enseignants-chercheurs (collège B du conseil d'administration) ; - Deux représentants élus des personnels BIATSS (collège C du conseil d'administration) ; - Deux représentants élus des étudiants de la formation initiale ou continue (collège D du conseil d'administration) ; Des représentants de l'administration peuvent y être invités par le président. Le président de la commission des finances dispose d'une voix prépondérante en cas de partage égal des voix. Article 45 : La commission des finances est consultée pour avis sur certains dossiers financiers, dont la préparation budgétaire et l'exécution des comptes.	Supprimer

<p>CHAPITRE III LE COMITÉ TECHNIQUE Articles 46, 47 <i>ET</i> CHAPITRE IV LE COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL Articles 48, 49</p>	<p>Article 46 : <i>(modifié par délibération du conseil d'administration du 21 mai 2019)</i> Le comité technique est présidé par le président de l'université ou par un représentant de l'administration. Il est composé comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Représentants de l'administration : <ul style="list-style-type: none"> - Le président de l'université ou un vice-président du conseil d'administration ; - Le directeur général des services. 2. Représentants du personnel, élus au scrutin de liste pour un mandat de quatre ans : <ul style="list-style-type: none"> - Dix membres titulaires ; - Dix membres suppléants. <p>Article 47 : Le comité technique est consulté sur les questions et projets de textes relatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - À l'organisation et au fonctionnement de l'établissement ou des services ; - À la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences ; - Aux règles statutaires et aux règles relatives à l'échelonnement indiciaire ; - Aux évolutions technologiques et de méthodes de travail et à leur incidence sur les personnels ; - Aux grandes orientations en matière de politique indemnitaire et de critères de répartition y afférents ; - À la formation et au développement des compétences et qualifications professionnelles ; - À l'insertion professionnelle ; - À l'égalité professionnelle, à la parité et à la lutte contre toutes discriminations ; 	<p>Remplacer par : CHAPITRE I^{ER} LE COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION Article 40 : Le comité social d'administration (CSA) est présidé par le président de l'université ou par un représentant de l'administration exerçant des fonctions de responsabilités. Il est composé comme suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Représentant de l'administration : <ul style="list-style-type: none"> - Le président de l'université ou un vice-président du conseil d'administration ; - Le responsable ayant autorité en matière de gestion des ressources humaines. 2- Représentants des personnels, élus au scrutin de liste pour un mandat de quatre ans : <ul style="list-style-type: none"> - Dix membres titulaires ; - Dix membres suppléants. <p>Article 41 : Le comité social d'administration est consulté sur les thématiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fonctionnement et organisation des services ; - Stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines ; - Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ; - Plan de formation ; - Restructuration ; - Participation au financement de la protection sociale ; - Projets d'aménagement importants modifiant les conditions de santé et de sécurité et les
--	---	--

	<ul style="list-style-type: none"> - À l'hygiène, à la sécurité et aux conditions de travail, lorsque aucun comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail n'est placé auprès d'eux. <p>Il est également consulté sur la participation de l'État et de ses établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs personnels.</p> <p>Les incidences sur la gestion des emplois des principales décisions à caractère budgétaire font l'objet d'une information du comité technique.</p> <p>Article 48 : <i>(modifié par délibération du conseil d'administration du 21 mai 2019)</i></p> <p>Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est présidé par le président de l'université ou par le directeur général des services.</p> <p>Il est composé de dix membres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Deux représentants de l'administration : le président de l'université et le responsable ayant autorité en matière de gestion des ressources humaines ; - Six représentants titulaires du personnel désignés par les organisations syndicales proportionnellement au nombre de voix obtenues lors de l'élection ou de la désignation des représentants du personnel au comité technique ; - Deux représentants titulaires des usagers, désignés par les organisations étudiantes en fonction du nombre de voix obtenues par chaque liste présentée au conseil d'administration. <p>Les représentants titulaires ont un nombre égal de suppléants.</p>	<p>conditions de travail lorsqu'ils s'intègrent dans le cadre d'un projet de réorganisation de service ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Temps de travail. <p>Article 42 :</p> <p>Au sein du comité social d'administration est créée une formation spécialisée en matière de santé et sécurité au travail et de conditions de travail.</p> <p>Le président du comité social d'administration préside la formation spécialisée du comité.</p> <p>Il est composé comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le président de l'université ou son représentant ; - Le médecin du travail ; - L'inspecteur santé sécurité au travail ; - Les représentants des personnels : 10 membres titulaires désignés par les organisations syndicales siégeant au comité et 10 membres suppléants librement choisis par les organisations syndicales. <p>Article 43 :</p> <p>La formation spécialisée du comité social d'administration est consultée sur les thématiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tous documents se rattachant à sa mission ; - Protection de la santé physique et mentale, hygiène, sécurité, organisation du travail, télétravail, déconnexion et dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, amélioration des conditions de travail ; - Projets d'aménagement importants modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les
--	--	--

	<p>Le mandat des membres des personnels est de quatre ans, celui des usagers de deux ans.</p> <p>Article 49 : Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail contribue à la promotion de la prévention des risques professionnels et suit l'application de la politique de prévention de l'établissement. Il fait toute proposition utile en vue de promouvoir la formation à la sécurité, la protection de la santé des personnels et à l'amélioration des conditions de travail.</p>	<p>conditions de travail, sauf en cas de réorganisation de service ;</p> <p>Travailleurs handicapés et accidentés du travail : mise en œuvre des mesures en vue de faciliter la mise, remise, maintien au travail – aménagement des postes de travail.</p>
<p>CHAPITRE V LA COMMISSION PARITAIRE D'ÉTABLISSEMENT Articles 50, 51</p>	<p>Article 50 : La commission paritaire d'établissement est présidée par le président ou le directeur général des services ou par le directeur des ressources humaines. Elle est composée en nombre égal de représentants de l'établissement désignés par le président et de représentants des personnels BIATSS élus pour trois ans.</p> <p>Article 51 : La commission paritaire d'établissement prépare les travaux des commissions paritaires des corps d'ingénieurs et de personnels techniques et administratifs de recherche et de formation ainsi que des autres corps administratifs, techniques, de services sociaux, de santé et de bibliothèques exerçant dans l'établissement. Elle est créée par décision du président de l'université.</p>	<p>Remplacer par :</p> <p>CHAPITRE II LA COMMISSION PARITAIRE D'ÉTABLISSEMENT</p> <p>Article 44 : La commission paritaire d'établissement est présidée par le président ou le directeur général des services ou par le directeur des ressources humaines. Elle est composée en nombre égal de représentants de l'établissement désignés par le président et de représentants des personnels BIATSS élus pour quatre ans.</p> <p>Article 45 : La Commission paritaire d'établissement est consultée sur les questions d'ordre individuel intéressant les agents titulaires.</p>
<p>CHAPITRE VI LA COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE</p>		<p>CHAPITRE III LA COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE COMPÉTENTE À L'ÉGARD DES AGENTS NON-TITULAIRES</p>

COMPÉTENTE À L'ÉGARD DES AGENTS NON-TITULAIRES Articles 52, 53, 54		Articles 46, 47, 48
CHAPITRE VII LA COMMISSION D'ACTION SOCIALE Articles 55, 56		CHAPITRE IV LA COMMISSION D'ACTION SOCIALE Articles 49, 50
CHAPITRE VIII LA COMMISSION DE L'ÉGALITÉ Articles 57, 58		CHAPITRE V LA COMMISSION DE L'ÉGALITÉ Articles 51, 52
CHAPITRE IX LE COLLÈGE DE DÉONTOLOGIE Article 59	Article 59 : Le président institue un collège de déontologie conformément au décret n°2017-519 du 10 avril 2017.	CHAPITRE VI LE RÉFÉRENT DÉONTOLOGUE Article 53 : Le président nomme un référent déontologue conformément au décret n°2017-519 du 10 avril 2017.
TITRE V LE STATUT DU PRÉSIDENT ET DES MEMBRES DE L'ÉQUIPE PRÉSIDENTIELLE		
Article 60 :	Le président de l'université bénéficie d'une décharge totale de service. Au terme d'un mandat complet et dans le respect de la réglementation en vigueur, le président de l'université bénéficie sur sa demande d'un congé pour	Supprimer

	<p>recherches ou conversions thématiques de deux semestres.</p> <p>Dans le respect de la réglementation en vigueur et dans un cadre défini par le conseil d'administration, les anciens présidents bénéficient de facilités matérielles et de la prise en charge des frais qu'ils engagent pour l'établissement.</p> <p>Les anciens présidents de l'université sont membres de droit du conseil d'orientation stratégique.</p>	
Article 61 :	<p>À l'exception du vice-président étudiant, les vice-présidents bénéficient d'une prime pour charge administrative.</p> <p>Les vice-présidents du conseil d'administration bénéficient en outre d'une décharge totale de service.</p>	Supprimer
Article 62		Article 54
Article 63 :	<p>Le vice-président étudiant bénéficie d'une indemnité lui permettant d'exercer son mandat.</p>	Supprimer
TITRE VI MODIFICATION DES STATUTS D'AVIGNON UNIVERSITÉ		
Articles 65, 66	:	Articles 55, 56